

NEWSLETTER

Sophie PANTEL, Députée de la Lozère – Serge Gayssot, suppléant

N°8 septembre 2025

Pour rappel, si vous ne souhaitez plus recevoir la newsletter, vous pouvez vous désinscrire en cliquant sur ce lien.

Édito

Chères Lozériennes, chers Lozériens,

Sébastien Lecornu vient de démissionner avec dignité, dans une ambiance de « fin de règne du macronisme » douloureuse pour la République. Je note qu'il continue d'épargner le Président de la République de ses responsabilités, alors même que nous en sommes là en raison du déni des résultats de trois élections successives. Nous vivons un moment que nul n'aurait pu imaginer. La situation dépasse l'entendement. L'heure est très grave pour la France.

Les Républicains ont choisi de rejoindre le camp des **bordalisateurs** : une posture d'irresponsabilité, motivée par des querelles de personnes.

Après l'intransigeance des partis de la majorité présidentielle qui ont refusé toute culture du compromis malgré leurs défaites successives, nous assistons parmi ses anciens premiers ministres à celui qui fuira le premier pour ne pas être qualifié « de dernier macroniste ». C'est pathétique.

Les conséquences sont déjà tangibles : une forte inquiétude chez les français, le ralentissement des investissements, la chute du CAC 40 de 2 %, hausse du taux d'intérêt de la dette, risque géopolitique accru et affaiblissement de nos institutions démocratiques.

La réalité, c'est que Sébastien Lecornu n'avait pas réussi à construire le compromis au sein de son propre bloc central. Beaucoup s'interrogent désormais sur le retour de Bruno Le Maire. Dimanche soir, nous avons été « douchés » par la composition du Gouvernement, avec une aile gauche remerciée. Mais finalement, pour nous, le **“quoi” a toujours primé sur le “qui”**. Nous avons accepté des **compromis**,

jamais des **compromissions**, dans l'intérêt des Français, pour améliorer concrètement leur vie quotidienne MAINTENANT.

Depuis un an, notre attitude a été **responsable**. Nous sommes le **seul groupe d'opposition** à avoir noué un accord de non-censure, afin que le pays puisse disposer d'un budget pour 2025. Lorsque nous avons été trahis (sur *MaPrimeRénov'*, sur les 4 000 postes supprimés dans l'Éducation nationale), nous en avons tiré les conclusions, mais nous sommes toujours restés disposés à **revenir à la table des négociations**. Par sens des responsabilités, nous n'avons jamais accrédité la destitution du Président de la République : **la stabilité reste une condition essentielle à la survie de la République**.

Nous proposons un chemin de solution :

Une **nouvelle méthode** : Construire une **plateforme législative pour 18 mois**, rassemblant les forces allant du **Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine (GDR)** jusqu'à **Horizons**, mis en œuvre par un gouvernement de cohabitation autour d'un Premier Ministre de gauche pour incarner la rupture mais sans exclure tous ceux qui sont prêts à être **les artisans de la stabilité dans la justice**.

Aujourd'hui c'est l'avenir du pays qui est en jeu.

J'ai toujours défendu le **parlementarisme** et la **culture de la responsabilité** : il est encore possible d'y parvenir.

La dissolution ne règlera rien, trois sondages le montrent ; et par respect des institutions nous ne portons pas la destitution. Une démission du président de la République après le budget dans le cadre d'une campagne longue, permettant d'aborder les sujets de fond, serait souhaitable.

En parallèle, si un accord est trouvé, il faut créer un espace de dialogue — peu importe le nom, pourquoi pas une « **conférence nationale** » — pour **associer et écouter les syndicats et les acteurs des territoires**.

Bien à vous,
Sophie Pantel

Le dossier

Focus Projet de loi de Finances & Projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale

Chaque année, à l'automne, le Parlement examine deux textes essentiels :

- le **Projet de loi de finances (PLF)**, qui fixe les recettes et dépenses de l'État,
- le **Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS)**, qui détermine celles de la Sécurité sociale.

Ces projets sont présentés en **Conseil des ministres début octobre**, puis déposés à l'Assemblée nationale. Le Parlement dispose de **70 jours pour les adopter**, afin qu'ils entrent en vigueur au 1er janvier.

L'an dernier, les débats ont été particulièrement tendus : plusieurs rejets et l'usage du **49.3** ont conduit à un vote tardif et à l'adoption de lois de finances et de financement seulement en **février 2025**, après plusieurs mois de procédure exceptionnelle. Malgré cela, **aucune interruption du fonctionnement de l'État ni du versement des prestations sociales** n'a eu lieu.

Cette année encore, l'examen budgétaire s'annonce décisif pour l'équilibre des finances publiques et la poursuite des politiques publiques.

[Lire le dossier complet](#)

Dossiers d'actualité



Routes communales : le calcul relatif à la longueur de voirie doit être modifié

Ce mois-ci, j'ai été fortement **interpellée par de nombreux maires** de la Lozère. Ils m'ont alertée sur des **baisses de 20 à 50% de leurs dotations** pour l'entretien des routes communales. Une situation intenable pour nos territoires ruraux.

J'ai rapidement **écrit au Ministre de l'Aménagement du Territoire** pour exprimer ma vive inquiétude et dénoncer les conséquences de cette décision.

Cette chute des aides est la conséquence d'un changement de méthode : le comptage de la voirie éligible pour les dotations (effectif au 1er janvier 2025) est désormais réalisé via la base **BD Topo® de l'IGN**.

La BD Topo® a décidé **d'exclure les "routes empierrées"**, alors qu'elles sont cruciales en Lozère. Elles desservent nos hameaux et sont souvent les seules autorisées dans les zones sensibles, comme le cœur du Parc National des Cévennes.



Election des instances de l'Assemblée Nationale

1er et 2 octobre

Les 1^{er} et 2 octobre ont eu lieu des élections pour le renouvellement des instances de l'Assemblée nationale.

Le Bureau de l'Assemblée nationale est composé de 22 membres, il est présidé par la Présidente de l'Assemblée nationale et comprend les six vice-présidents, les trois questeurs et les douze secrétaires. C'est au sein du Bureau que sont prises les décisions relatives au fonctionnement et à l'organisation de l'Assemblée nationale.

L'an dernier, le Bureau de l'Assemblée nationale avait été élu dans l'esprit du **front républicain des élections législatives**, en faisant barrage au Rassemblement national.

Les socialistes continuent aujourd'hui de s'inscrire pleinement dans cette logique de responsabilité démocratique. Nous le rappelons avec force, il n'est pas question d'empêcher les députés du Rassemblement national de s'exprimer à l'Assemblée nationale et d'exercer leur mandat, mais de **rester fidèles à l'esprit du front républicain, de nous opposer à ce qu'ils représentent notre**

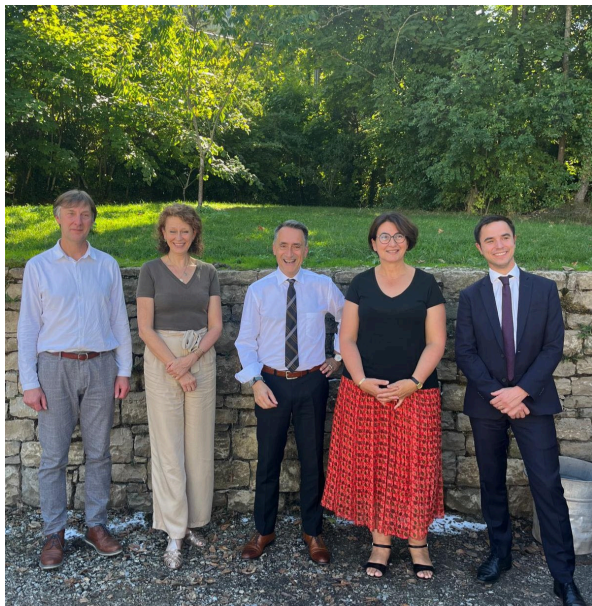
Cette interprétation restrictive **pénalise lourdement nos communes** et témoigne d'une **méconnaissance de nos réalités rurales**.

J'ai souligné que ce déclassement aura des **répercussions en cascade** : non seulement sur la voirie, mais aussi sur d'autres aides comme la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et sur l'éligibilité des subventions type DETR.

J'ai **mobilisé mon énergie** sur ce dossier pour alerter le Gouvernement et je **m'engagerai au moment du vote du budget** pour que cette méthode de calcul soit révisée et que nos maires obtiennent les moyens justes pour entretenir nos routes.



Dix médecins juniors pour mieux soigner nos Lozériens



Nous avons récemment pris le temps d'échanger avec **Didier Jaffre, directeur général de l'ARS**, et son équipe départementale sur de nombreux sujets essentiels pour la Lozère.

Parmi les annonces importantes : la **mise à disposition de 10 docteurs juniors**, avec une montée en charge progressive sur deux ans (7 la première année, puis 10), contre 5 seulement dans le calcul théorique pour notre

institution et ainsi ne pas participer à leur stratégie de dédiabolisation.

Or, cette fois-ci, la **majorité présidentielle a décidé de s'allier au RN, préférant l'extrême-droite à la gauche et rompant ainsi avec l'engagement électoral pris devant les Françaises et les Français**. Ainsi, par cette alliance anti-républicaine, deux députés du Rassemblement national ont été élus Vice-Présidents, et un troisième a été élu Secrétaire.

Pour ma part, j'ai fait le choix d'obtenir une commission d'enquête sur le droit de tirage de mon groupe politique relatif à l'abandon des territoires ruraux.



Budget 2026 : un appel à contribution pour préparer les débats

Dans la perspective du projet de loi de finances, j'ai récemment adressé un courrier aux acteurs économiques et institutionnels du département afin de **recueillir leurs propositions et priorités pour la Lozère**.

Malgré le contexte politique incertain, le travail parlementaire se poursuit. Il me paraît essentiel que la préparation du budget s'appuie sur la **réalité du terrain** : les besoins en matière de développement économique, de santé, de transition écologique, d'éducation ou de mobilité.

Cet appel à contribution vise à **porter au niveau national la voix de la Lozère**, dans un esprit de dialogue et de concertation, pour que le budget 2026 réponde au plus près aux attentes de notre territoire.



Lutter contre l'abandon de l'État envers les territoires ruraux

J'ai récemment proposé à mon groupe parlementaire d'utiliser son **droit de**

département. Une excellente nouvelle pour renforcer l'accès aux soins et soutenir nos équipes médicales.

Nous avons également abordé la **prise en charge des personnes âgées**, le fonctionnement des **hôpitaux et EHPAD**, ainsi que les **enjeux liés au budget à venir**. Ces échanges confirment l'importance du travail collectif et du dialogue avec l'ARS pour répondre aux besoins spécifiques de notre territoire.

Je reste pleinement mobilisée sur ces sujets et continuerai à suivre de près chaque avancée pour garantir **une santé de qualité pour tous les Lozériens**.

Pharmacies : un accord pour préserver les soins de proximité

Depuis plusieurs semaines, les **pharmaciens d'officine** ont exprimé leurs inquiétudes face aux conséquences économiques d'un arrêté récent modifiant les plafonds de remises commerciales.

Après avoir échangé avec de nombreuses pharmacies lozériennes, je suis intervenue auprès du Gouvernement pour **relayer leurs préoccupations**, en soulignant l'importance de préserver l'accès aux soins dans les territoires ruraux comme la Lozère.

Cette mobilisation a porté ses fruits : le **Premier ministre a reçu la profession**, et un **accord a été trouvé** avec des mesures immédiates et structurantes pour l'avenir :

- **Suspension partielle de l'arrêté** pendant au moins trois mois, avec restauration de certaines remises.
- **Mission sur les flux financiers** pour éclairer les futures décisions.
- **Renforcement des missions des pharmaciens** : tests d'orientation diagnostique (angines, cystites), renouvellement des contraceptifs, prolongation des traitements

tirage pour créer une nouvelle commission d'enquête sur l'abandon de l'État envers les territoires ruraux et de montagne.

L'objectif est de **comprendre quelles décisions ont conduit à la fin d'une véritable politique d'aménagement du territoire** en faveur de la ruralité et d'identifier des **pistes concrètes pour y remédier**. Cette initiative s'inscrit dans ma volonté de **défendre les territoires fragiles** et de proposer des solutions adaptées aux réalités locales.

50 ans de la Loi Handicap : honorer un héritage, consolider l'avenir de l'inclusion



Mercredi 17 septembre, j'ai eu le plaisir de célébrer deux anniversaires marquants à la MAS de Civergols : les **50 ans de la loi du 30 juin 1975**, qui a fondé la reconnaissance et la prise en charge des personnes en situation de handicap, et les **100 ans de l'A2LFS**, association lozérienne qui œuvre depuis un siècle pour leur accompagnement et leur inclusion.

La Lozère a toujours été un territoire engagé pour les personnes vulnérables, porté par des figures emblématiques comme le psychiatre François

chroniques stables jusqu'à trois mois.

Cet accord est une **avancée majeure pour les officines**, surtout dans les territoires fragiles.

Je resterai pleinement mobilisée pour garantir sa mise en œuvre et **défendre une offre de soins de proximité accessible à toutes et tous**.

Renomination : Rapporteur spécial sur le budget sécurité civile

Je suis honorée d'être **renommée rapporteur spécial sur le budget de la sécurité civile** à l'Assemblée nationale. Cette mission me permettra de **suivre de près les crédits alloués aux sapeurs-pompiers, aux SDIS et à la protection civile**, afin d'assurer que nos services disposent de **moyens adaptés pour protéger efficacement tous les citoyens**.

Rencontres de la gauche à Bram : échanges et perspectives



Le samedi 27 septembre, j'ai participé aux **Rencontres de la gauche à Bram**, organisées par La République en commun, aux côtés de Carole Delga, Raphaël Glucksmann et Bernard Cazeneuve.

Ces rencontres ont été l'occasion d'échanger sur les **problématiques concrètes des Françaises et des Français** et de réfléchir à l'avenir de

Tosquelles, l'abbé Oziol, et le ministre Jacques Blanc, rapporteur de la loi de 1975, qui a rappelé l'importance de l'insertion, du sport, de la solidarité et de la participation à la vie locale.

Aujourd'hui, les établissements lozériens sont des lieux d'expertise et d'inclusion, et leur bon fonctionnement repose sur l'engagement quotidien des professionnels du médico-social. Ces anniversaires nous rappellent que **l'inclusion est une ambition permanente**, et je resterai vigilante pour que le budget permette à ces établissements de poursuivre leur mission essentielle.

Bravo aux équipes de M. Bardou pour l'organisation de cette journée mémorable !

[Voir mon discours en vidéo](#)

Une nouvelle brigade de gendarmerie mobile à Mende

La commune de **Mende** a été sélectionnée pour accueillir une **nouvelle brigade mobile de gendarmerie**, qui sera opérationnelle **en 2026**.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du **renforcement du maillage national de la gendarmerie**, avec pour objectif d'assurer une **couverture de sécurité dense et efficace** sur le territoire, notamment pour lutter contre la criminalité organisée, le narcotrafic et la violence.

Cette implantation confirme la volonté de l'État de **garantir la sécurité des concitoyens et de rétablir l'ordre public** dans tous les territoires.

Je suis ravie d'avoir pu soutenir ce dossier pour la ville préfecture.

Préserver le volontariat, pilier de notre sécurité civile

notre pays, fondé sur l'État de droit et les valeurs républicaines.

Je me réjouis des **propositions concrètes formulées pour améliorer le quotidien des citoyens** et de l'espoir porté par l'alternance de la gauche pour bâtir une **communauté nationale unie**.



Hommage à Ambroise Croizat

Dans la précédente newsletter, je vous faisais part de ma démarche collective, aux côtés de plusieurs collègues parlementaires, pour demander l'inscription au Panthéon d'Ambroise Croizat, père fondateur de la Sécurité sociale.

Nous avons reçu une réponse du directeur de cabinet du Président de la République, indiquant que **notre demande sera examinée dans le cadre de la politique mémorielle voulue par le Chef de l'État**, en tenant compte du rôle du Panthéon dans **la construction d'une mémoire républicaine partagée**.

Le 4 octobre nous avons fêté les 80 ans de la Sécurité Sociale !

Le modèle du volontariat français, qui fait vivre notre sécurité civile grâce à plus de **200000 sapeurs-pompiers volontaires**, est aujourd'hui fragilisé. Depuis trop longtemps, les mesures attendues pour soutenir cet engagement citoyen tardent à être mises en œuvre. Il est temps d'agir, plutôt que de multiplier les déclarations d'amour aux volontaires tout en menant des initiatives qui affaiblissent leur statut.

Début septembre, j'ai saisi le **ministre de l'Intérieur** pour l'alerter sur cette situation et rappeler la nécessité de protéger ce modèle. Je pense notamment à la proposition de loi visant à créer une **réserve opérationnelle**, qui aurait directement concurrencé le volontariat, heureusement désamorcé grâce à la vigilance de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France.

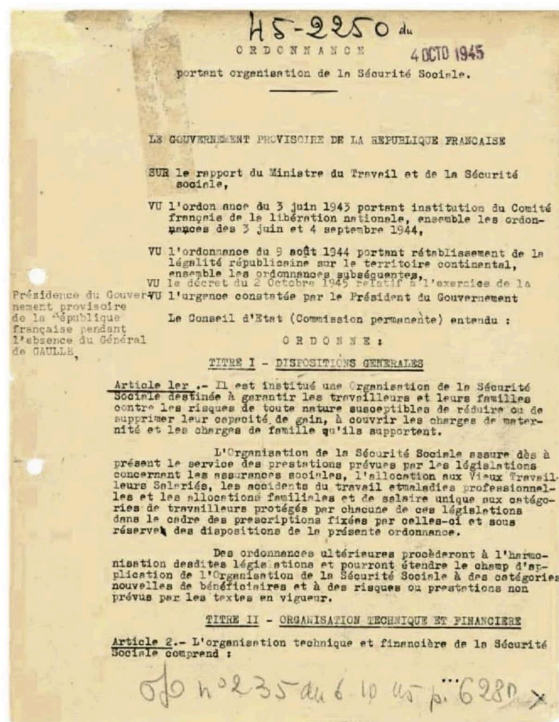
Présence au congrès national des sapeurs-pompiers

Cette semaine, je serai présente au **Congrès national des sapeurs-pompiers** au Mans, du 8 au 11 octobre. Cet événement est une belle occasion de rencontrer **les acteurs de la sécurité civile** et d'échanger sur les enjeux du terrain.

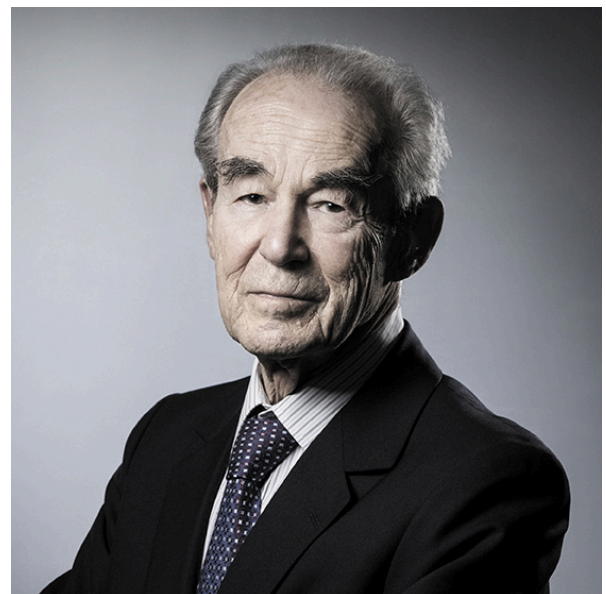
J'ai notamment été invitée à participer à une **table ronde vendredi matin**, dans le cadre du grand débat, sur le **financement des SDIS**. Ces discussions sont essentielles pour soutenir nos sapeurs-pompiers et garantir la sécurité de tous les citoyens.

Robert Badinter entre au Panthéon : hommage à un grand défenseur des droits humains

Robert Badinter (1928-2024), avocat, ministre et homme politique, fait son entrée au **Panthéon**, en reconnaissance



de son parcours exceptionnel au service du droit et des valeurs républicaines. Ancien ministre de la Justice (1981-1986), il est notamment à l'origine de l'abolition de la peine de mort en France. Il a ensuite présidé le Conseil constitutionnel jusqu'en 1995 et a été sénateur socialiste de Paris jusqu'en 2011. Ses engagements se sont également étendus à l'international, avec la présidence de commissions pour la paix en Yougoslavie et pour l'OSCE, ainsi que la rédaction d'un rapport pour l'ONU sur la sécurité dans le monde. Nous saluons la reconnaissance du travail d'un homme qui a consacré sa vie à la défense des droits humains et de la République.



Pour une Europe sans néonicotinoïdes : soutenir nos agriculteurs et protéger la biodiversité

J'ai co-signé une proposition de résolution européenne appelant à interdire tous les néonicotinoïdes dans l'Union européenne. Ces pesticides, responsables de la disparition massive des pollinisateurs, menacent la biodiversité et notre souveraineté alimentaire. Le texte invite la Commission européenne à obtenir une majorité en faveur de cette interdiction, à ouvrir une consultation publique et à soutenir les agriculteurs dans la transition vers des alternatives durables.

Non au Mercosur : défendre nos filières et le climat

Je réaffirme mon opposition à l'accord UE-Mercosur, qui représente selon moi une faute sociale, écologique et économique, contraire à nos engagements climatiques et aux intérêts de nos filières.

Soutenir le thermalisme médical pour les patients et les territoires

J'ai co-signé un courrier au Premier ministre pour demander le maintien du remboursement intégral des cures thermales pour les patients en affection longue durée (ALD).

Les cures thermales sont prescrites par des professionnels de santé, encadrées scientifiquement et apportent un soulagement durable à près de 500

Mais **une autre voie est possible**. J'ai soutenu une proposition de résolution européenne visant à instaurer de véritables « **mesures miroirs** », pour que l'accès des produits étrangers au marché européen respecte nos exigences sanitaires, environnementales et sociales.

Avec près de 80 collègues députés, nous avons également demandé à la **Cour de justice de l'Union européenne** de se prononcer sur l'incompatibilité de l'accord avec les traités européens.

Face au Mercosur, mon exigence reste claire : **remettre l'humain et le climat au cœur des décisions politiques**.



Soutien au Capitaine Paul Watson

J'ai co-signé un courrier pour demander l'**asile politique** au Capitaine Paul Watson, fondateur de Sea Shepherd, injustement menacé pour son combat pour les océans.

Accorder l'asile est un **devoir républicain**, un signal fort que la France reste fidèle à ses valeurs de justice, de fraternité et de protection des plus vulnérables.



Analyse économique

Sur RTL, **Michel Picon a alerté** sur ce qu'il qualifie de "**lutte des classes inversée**" mise en place par le Medef.

Son analyse, à la fois pertinente et stimulante, mérite qu'on s'y attarde.

Elle offre une **perspective intéressante sur les enjeux économiques et sociaux actuels**, invitant à réfléchir sur l'évolution des rapports entre entreprises, salariés et politiques publiques.

[Voir l'interview](#)

000 patients chaque année. Elles jouent aussi un rôle clé dans **la prévention des maladies, la réduction des hospitalisations** et le soutien à l'économie des **territoires ruraux**.

Nous appelons le gouvernement à **abandonner le projet de déremboursement partiel** et à engager une **concertation avec tous les acteurs du thermalisme**, afin de préserver ce pilier essentiel de notre système de santé et l'accès aux soins pour les plus fragiles.



Octobre Rose : tous mobilisés contre le cancer du sein

Chaque année, **Octobre Rose** nous rappelle l'importance du **dépistage précoce du cancer du sein**, qui reste le premier cancer chez la femme en France. Derrière ce ruban rose, il y a des **milliers de femmes, de familles et de soignants** engagés pour sensibiliser, prévenir et accompagner.

En Lozère, comme partout ailleurs, de nombreuses actions sont organisées tout au long du mois pour **informer, encourager le dépistage et soutenir la recherche**.

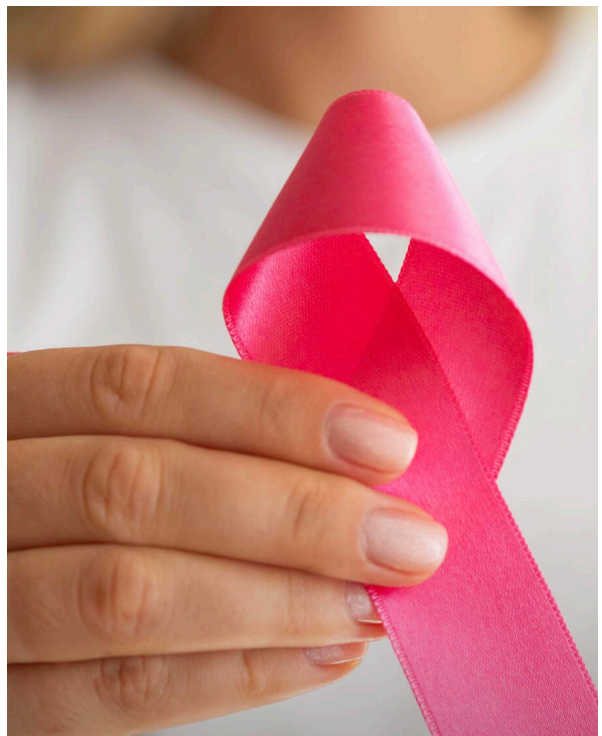
Parce que la santé des femmes est l'affaire de tous, continuons à **faire vivre cette mobilisation**, à parler du dépistage et à soutenir celles et ceux qui se battent chaque jour contre la maladie.

Protéger nos jeunes face à TikTok : une régulation devenue indispensable

La commission d'enquête sur TikTok, demandée par mon groupe, a révélé des faits très préoccupants : l'application expose massivement les mineurs à des contenus dangereux, violents et addictifs, tout en les impliquant dans des mécanismes de monétisation comme les lives ou TikTok Shop.

Face à ces dérives, nous avons saisi la Procureure de la République de Paris et formulé plusieurs propositions : interdire le scroll infini et les lives monétisés pour les mineurs, encadrer les dons virtuels, renforcer la modération et la vérification d'âge.

Je soutiens pleinement ces mesures : **il est temps de responsabiliser les plateformes et de protéger la santé mentale des plus jeunes.**



Le journal de votre députée

Pour celles et ceux qui ont raté le premier semestriel, n'hésitez pas à écrire à la permanence parlementaire, il reste quelques exemplaires :
sophie.pantel@assemblee-nationale.fr
<https://sophiepantel48.fr/>

Les dernières questions écrites déposées

- Pharmacie et médicaments : **marge sur les génériques**
- Sécurité des biens et des personnes : **trimestres de retraites et NPFR des sapeurs-pompiers**
- Voirie : **baisse des dotations relatives aux routes communales**
- Professions de santé : **hypothèse de la fin des remboursements des consultations en ostéopathie par les mutuelles**

Retrouvez mes questions posées

Cosignatures de PPL

- Proposition de loi **portant refonte et codification des dispositions relatives à l'enfance**

La France disperse les droits des enfants dans de nombreux codes, rendant leur application complexe et inégale. La proposition de loi vise à demander au Gouvernement un rapport sur la création d'un code de l'enfance, pour regrouper et harmoniser les lois, clarifier les responsabilités et renforcer la protection des droits de chaque enfant sur tout le territoire.

Actualité en Lozère



6 octobre 2025

Rencontre avec Madame la Rectrice au sujet de la rentrée scolaire en Lozère



3 octobre 2025

Assemblée générale de la CAPEB



3 octobre 2025

Caserne Pradeilles de Mende : inauguration tente poste de commandement



26 septembre 2025

75 ans de l'entreprise Boucharenc



26 septembre 2025

La Panouse - Inauguration du poste source



25 septembre 2025

Le National Aubrac à Aumont-Aubrac



25 septembre 2025

Inauguration du bâtiment Vidal Acier à Aumont



24 septembre 2025

Visite de BFP Electronique avec Carole delga



24 septembre 2025

Inauguration de l'OFTS à Marvejols en présence de Carole Delga



21 septembre 2025

Congrès départemental des Sapeurs Pompiers



20 septembre 2025

Festival Photo d'Aubrac



20 septembre 2025

Salon de la maquette et de la miniature à St Chély d'Apcher



19 septembre 2025

Inaugurations à Brenoux et Langlade



19 septembre 2025

60 ans des Genêts



18 septembre 2025

Mobilisation du 18 septembre



18 septembre 2025

Salon des maires



17 septembre 2025

Mas de Civergols : 50 ans de la loi Handicap et 100 ans de l'A2LFS



16 septembre 2025

Inauguration au collège de Meyrueis



14 septembre 2025

Deux inaugurations de MSP pour un seul projet



13 septembre 2025

Arrivée du TCFIA sur le Mont Lozère



12 septembre 2025

En visite à la maison d'arrêt de Mende



12 septembre 2025

France Travail à Mende



6 septembre 2025

Fête départementale des
pupilles des Sapeurs
Pompiers



6 septembre 2025

Journée cévenole



6 septembre

Inaugurations à Saint-
Michel-de-Dèze



5 septembre

Rentrée scolaire à Ventalon-
en-Cévennes



3 septembre

Patrimoine vernaculaire :
restauration du pont de
Salièges

[Voir toute l'actualité en Lozère](#)

Actualité à Paris



1er octobre 2025

Reprise des réunions,
groupes d'étude, auditions



23 septembre 2025

Début de semaine à Paris



18 septembre 2025

L'école des Abrits en visite à
l'Assemblée Nationale

[Voir toute l'actualité à Paris](#)

Site web : sophiepantel48.fr - [Contact](#)

Photos : Sophie Pantel - Canva



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}.
Vous avez reçu cet email parce que vous vous
êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)